

Présentation

En 2004, la dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage s'élève à 24 milliards d'euros. Elle s'accroît de 2 % par rapport à 2003, poursuivant pour la deuxième année consécutive sur un rythme de croissance supérieur à celui des années 1997 à 2001 et qui était en moyenne de 1,4 % par an.

Cette augmentation est due essentiellement à la forte croissance des dépenses des Régions en direction des jeunes (+ 27 %) et dans une moindre mesure à celle des dépenses de formation de l'UNEDIC en direction des chômeurs (+ 8 %). Les dépenses de formation de l'État diminuent sensiblement (- 11 %) à l'exception de la dépense de la fonction publique affectée à la formation de ses propres agents, qui augmente légèrement (5 %). Les dépenses de formation des entreprises en direction de leurs salariés sont quasiment stables depuis trois ans. Elles représentent toutefois 40 % de la dépense globale de formation continue. Les dépenses supportées par les ménages pour financer leur formation continue (4 % de la dépense globale) ont progressé de 2 % entre 2003 et 2004, moins rapidement qu'en 2001 et 2002 [1].

Les jeunes, à eux seuls, bénéficient de 24 % de la dépense de formation continue. Les demandeurs d'emploi ont également un poids un peu plus important dans la population bénéficiaire de la formation continue (14 % de la dépense globale) que dans l'ensemble de la population. Les actifs occupés du secteur privé sont les principaux bénéficiaires des dépenses de formation continue, dont 38 % leur sont consacrés [2].

L'ensemble des établissements de l'Éducation nationale réalise, en 2004, un chiffre d'affaires de 715 millions d'euros au titre des activités de formation continue, en augmentation de 1,3 % par rapport à 2003. Cette croissance provient principalement de l'activité des établissements d'enseignement supérieur dont le chiffre d'affaires progresse de 4,4 %, alors que celui des GRETA stagne. L'augmentation modeste du chiffre d'affaires global s'accompagne d'une légère diminution du nombre de stagiaires. En effet, la baisse du nombre des stagiaires des GRETA (- 1,1 %) n'est pas compensée par la hausse de celui de l'enseignement supérieur (+ 3,3 %).

Depuis 2002, le nombre d'heures-stagiaires ne cesse de diminuer dans les GRETA, tandis qu'il reste stable en 2004 pour l'enseignement supérieur. Au total, le nombre d'heures-stagiaires diminue de 2,1 % en 2004 [3].

Définitions

■ **Formation continue.** Obligation légale depuis 1971, elle a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles.

■ **Marché de la formation professionnelle.** Le marché de la formation professionnelle est constitué par l'ensemble des organismes remettant chaque année à l'administration un Bilan pédagogique et financier. Il recouvre non seulement les organismes dont la formation des adultes et la formation continue est l'activité principale (NAF 804C), mais tous les organismes d'enseignement, les écoles de conduite et d'autres organismes dispensateurs de formation continue mais dont ce n'est pas l'activité principale.

■ **Financement de l'État.** Fonds provenant surtout du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ; y contribuent le Fonds national pour l'emploi (FNE), l'ANPE, le Fonds social européen (FSE), le budget de formation des agents de la fonction publique.

■ **Financement des collectivités territoriales.** La décentralisation des fonds publics est intervenue au 1^{er} juin 1983 et a été confortée par la loi quinquennale de décembre 1993, relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Les Régions ont par ailleurs pris en charge, depuis le 1^{er} janvier 1999, les formations qualifiantes et préqualifiantes des jeunes de moins de 26 ans.

■ **Financement des entreprises.** Prélèvement sur la masse salariale de 1,6 % au titre de la formation continue. On distingue le secteur "1,6 % strict" : les entreprises participent soit directement, soit indirectement par les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), nationaux ou régionaux ; et le secteur "1,6 % extensions" : formation pour les collectivités locales, les personnels hospitaliers, les artisans et les agriculteurs.

■ **Stagiaires en formation.** Le nombre des stagiaires pour une année donnée comptabilise toutes les personnes qui ont suivi un stage dont une partie s'est déroulée durant cette année (civile). Une partie des stagiaires suit, au cours de l'année, plusieurs stages et se trouve donc comptée plusieurs fois.

■ **Heures-stagiaires.** Voir 7.2.

■ **GRETA.** Voir 7.3.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Premières synthèses, n° 02.1, DARES, janvier 2007.
- Premières synthèses, n° 15.2, DARES, avril 2007.

Sources : Comptes économiques de la formation professionnelle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité.

La formation continue : bilan global, évolution

[1] Évolution de la dépense globale de formation continue (1) par financeur final (millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Structure 2004 (%)	Évolution 2004/2003 (%)
État	5 048	4 944	5 014	4 626	4 625	4 121	17	-11
Régions	2 026	1 961	1 970	2 063	2 132	2 717	11	27
Autres collectivités territoriales	29	30	29	29	41	43	0	5
Autres administrations publiques et UNEDIC	1 215	1 064	1 062	1 154	1 252	1 388	6	11
dont : autres administrations publiques	819	674	548	122	54	92	0	70
dont : UNEDIC	396	390	514	1 032	1 198	1 296	5	8
Entreprises	8 733	9 066	9 352	9 351	9 450	9 506	40	1
Ménages	771	766	835	863	855	875	4	2
Total (hors fonctions publiques pour leurs propres agents)	17 822	17 831	18 262	18 086	18 355	18 650	78	2
Fonctions publiques pour leurs propres agents	4 413	4 518	4 907	5 099	5 106	5 375	22	5
Total	22 235	22 349	23 169	23 185	23 461	24 025	100	2

(1) Y compris formation des apprentis.

Source : DARES.

[2] La dépense globale par public bénéficiaire (millions d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	Évolution 2004/2003 (%)	Structure en 2004 (%)
Jeunes	5 602	5 720	5 584	5 550	5 732	3,3	24
Demandeurs d'emploi	3 354	3 366	3 275	3 302	3 378	2,3	14
Agents de la fonction publique	4 518	4 907	5 099	5 106	5 375	5,3	22
Actifs occupés du secteur privé	8 639	8 896	8 971	9 196	9 212	0,2	38
Investissement	236	280	256	307	328	7,1	1
Total	22 349	23 169	23 185	23 461	24 025	2,4	100

Source : DARES, données provisoires.

[3] L'activité de formation continue de l'Éducation nationale

	Chiffre d'affaires (en millions d'euros)			Nombre de stagiaires			Nombre d'heures -stagiaires (en milliers)		
	2002	2003	2004 (1)	2002	2003	2004 (1)	2002	2003	2004 (1)
GRETA	409,1	405,3	406,1	484 900	478 300	472 900	65 600	64 600	62 300
Enseignement supérieur	244,4	295,9	309	400 600	413 400	427 000	57 600	62 000	62 000
dont Universités et grandes écoles	194,5	210,5	213	324 200	330 000	339 000	52 100	45 400	45 000
Total Éducation nationale	663,7	706,1	715,1	904 000	901 000	899 900	123 700	127 000	124 300

(1) Les données figurant dans l'édition 2006 ont été corrigées pour l'enseignement supérieur.

Source : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.